

# **Réseau Foresterie pour le Développement Rural**

**Développer les institutions en faveur de la  
foresterie communautaire en Californie du Nord**

*Cecilia Danks*

**Accroître la capacité d'une industrie durable des  
produits forestiers non ligneux dans la Biorégion de  
Trinity: enseignements tirés des modèles internationaux**

*Yvonne Everett*

## Table des matières

	Page
Pour une gestion forestière centrée sur la communauté: l'expérience internationale appliquée à la Biorégion de Trinity en Californie du Nord, Etats-Unis: Vue d'ensemble <i>Cecilia Danks and Yvonne Everett</i>	1
Développer les institutions en faveur de la foresterie communautaire en Californie du Nord <i>Cecilia Danks</i>	5
Accroître la capacité d'une industrie durable des produits forestiers non ligneux dans la Biorégion de Trinity: enseignements tirés des modèles internationaux <i>Yvonne Everett</i>	27

**Cecilia Danks** prépare un doctorat d'état à l'Université de Californie à Berkeley. Elle vit à Hayfork, Californie depuis trois ans durant lesquels elle a participé à plusieurs groupes locaux tout en effectuant des recherches et en préparant sa thèse intitulée 'Participation de la communauté à la gestion forestière'. Auparavant, elle a surtout travaillé dans les forêts tropicales et les communautés forestières d'Amérique latine et d'Indonésie qui étaient le sujet de ses travaux universitaires et professionnels.

**Dr Yvonne Everett** est une écologiste intéressée dans la foresterie communautaire qui dirige le Projet SIG de la communauté de Trinity et travaille avec le Centre de formation et de recherche du bassin hydrographique de Hayfork, en Californie, et avec le Centre de recherche en néosynthèse du Sri Lanka, deux organisations communautaires à but non lucratif. Elle est titulaire d'un doctorat d'état en Science des ressources naturelles (Ecologie du paysage) de l'Université de Californie à Berkeley.

Les auteurs peuvent être contactées à: PO Box 1435, Hayfork, CA 96041, Etats-Unis.

---

# **Pour une gestion forestière centrée sur la communauté: l'expérience internationale appliquée à la Biorégion de Trinity en Californie du Nord, Etats-Unis**

***Yvonne Everett et Cecilia Danks***

---

## **Vue d'ensemble**

Depuis deux siècles, l'exploitation des ressources naturelles des territoires non cultivés, des forêts et des terres incultes de l'Ouest des Etats-Unis est caractérisée par l'extraction à grande échelle d'or, de minéraux et de bois d'oeuvre et par l'élevage extensif. A l'aube du nouveau millénaire, une nouvelle frontière apparaît, celle de la rareté relative des ressources.

La législation est l'un des indicateurs de l'apparition de ces nouvelles limites, le degré de sensibilisation du public en est un autre. A partir du début des années 1970 et pour répondre à l'inquiétude grandissante de l'opinion publique américaine en matière d'environnement, de grandes mesures législatives ont été prises pour maîtriser l'impact sur l'environnement de l'extraction des ressources et des processus industriels dans l'ensemble des Etats-Unis. Ainsi, ont été votées les lois sur la pollution de l'air (*Clean Air Act*), la pollution de l'eau (*Clean Water Act*) et les espèces en danger (*Endangered Species Act*). En 1992, le Service américain des Forêts était accusé d'avoir enfreint la Loi sur les espèces en danger pour ne pas avoir protégé correctement le hibou tacheté du Nord (*Northern Spotted Owl*) sur les terres fédérales. Les biologistes estiment que cet oiseau a besoin de grandes surfaces de futaies non perturbées. Le tribunal a interrompu toute récolte de bois d'oeuvre sur les terres du domaine public et a donné l'ordre au gouvernement américain de proposer un nouveau plan de gestion des terres du secteur public dans les Etats de la région Nord-Ouest Pacifique: Washington, Oregon et Californie du Nord.

Le plan finalement adopté en 1994 (USDA, 1994) prévoit la mise en oeuvre d'un Aménagement de l'écosystème. Cette approche, si elle était appliquée au cours des prochaines décennies, constituerait un retournement spectaculaire et mettrait la restauration et le maintien de la fonction de l'écosystème au coeur de la gestion des terres du domaine public. La liste des décisions pour l'Aménagement de l'écosystème prévoit le maintien d'un écosystème forestier en bonne condition avec un habitat capable de soutenir les populations des espèces endémiques (USDA, 1994). Un programme d'extraction grandement réduite des ressources (bois d'oeuvre, élevage, produits forestiers non ligneux) doit se soumettre à une série de vérifications et de compensations pour garantir la pérennité à long terme de l'écosystème. Auparavant, bien que sujette à des restrictions et à des directives d'ordre environnemental, la principale fonction du Service américain des Forêts consistait à promouvoir et administrer l'exploitation des arbres destinés à la vente.

D'un point de vue écologique, l'Aménagement de l'écosystème devrait être une étape importante en direction d'un futur plus durable et c'est d'ailleurs l'objet premier de ce changement de politique. Toutefois, la mise en oeuvre de l'Aménagement de l'écosystème a besoin de gens; des gens pour gérer et exécuter l'ambitieux projet de contrôle des incendies (qui implique une réduction stratégique d'envergure de la biomasse morte, tombée, étouffée ou malade qui s'est accumulée au fil du temps, de sorte que la fonction naturelle du feu puisse être réintroduite en toute sécurité par des feux contrôlés); des gens pour assurer le suivi de la végétation et des populations d'espèces sauvages; des gens pour entretenir les routes afin d'éviter l'érosion des sols qui salit les cours d'eau alors que les saumons et les truites ont besoin d'eau claire; des gens pour respecter des niveaux durables de récolte des ressources; des gens pour assurer des services auprès des visiteurs, des guides et des équipes de sauvetage; bref, des gens qui connaissent la forêt.

Ceux qui travaillent dans les forêts vivent souvent dans de petites communautés dans les bois ou à proximité. Si ces gens font partie de l'équation de l'Aménagement de l'écosystème, on peut dire pour simplifier que des forêts saines nécessitent des communautés forestières saines. Jusqu'à présent cependant, les mesures d'application de cet Aménagement de l'écosystème décidé par le gouvernement fédéral n'ont pas été tendres avec les communautés forestières, notamment celles entourées des terres du secteur public. A court terme, certaines communautés qui dépendaient des récoltes de bois à grande échelle ont perdu leur principal bassin d'emplois. Cette perte brutale d'un grand modèle industriel a laissé

un vide dans les économies rurales et forestières. Bien qu'un certain montant de financement fût mis de côté pour assister les communautés à surmonter ce changement, la complexité du volet social de la nouvelle politique forestière fédérale n'avait pas été correctement anticipée. En somme, on a demandé aux gens des communautés tributaires des forêts de patienter pendant quelques années, le temps que 'Oncle Sam' (le gouvernement américain) affine sa stratégie d'aménagement. Mais les gens ne veulent pas et ne peuvent pas attendre pendant des années d'être payés. C'est pourquoi, les membres les plus polyvalents et qualifiés de ces communautés sont allés travailler dans le secteur privé de la foresterie ou en ville.

Quelques modèles de nouveau développement économique apparaissent actuellement dans les villes autrefois dépendantes de l'exploitation du bois. L'approche adoptée par la ville de Forks dans l'Etat de Washington, a été d'accueillir une prison fédérale. En conséquence, l'économie locale a connu une amélioration notable. Cependant, les premiers rapports des citoyens de Forks indiquent que la qualité de vie s'est dégradée. On note une augmentation de la violence domestique et de la criminalité. Les bûcherons et les employés des scieries ne s'adaptent pas facilement à leur nouveau métier de gardien de prison.

Par contre, le Comté de Trinity en Californie, tente une approche basée sur la diversification des emplois locaux et le développement de l'infrastructure pour entreprendre des travaux liés au nouvel Aménagement de l'écosystème et les rendre rentables par la transformation à petite échelle et à valeur ajoutée de divers produits forestiers. Ces efforts locaux de création d'une intendance communautaire vis-à-vis de la forêt dans le comté ont été stimulés par des expériences vécues au niveau régional, national et international. Les deux rapports suivants, rédigés par Cecilia Danks et Yvonne Everett, examinent l'approche adoptée par la communauté forestière de Trinity et le rôle joué par les produits forestiers non ligneux (PFNL) dans la planification du futur.

La Biorégion de Trinity en Californie du Nord se trouve dans la Province Floristique de Klamath qui comprend les bassins d'alimentation des deux rivières – Klamath et Trinity – du sud de l'Oregon et du nord de la Californie. Avec une topographie, une géologie, des sols et des microclimats très variés, la Province de Klamath est l'une des plus biologiquement diverses des Etats-Unis continentaux. Pour ce qui concerne les produits forestiers non ligneux, cette diversité se

caractérise par un haut niveau de variation dans la fréquence et l'abondance des essences en fonction des nombreux microclimats locaux. Beaucoup d'essences se trouvent à la limite méridionale ou septentrionale de leur aire de distribution. Une essence relativement commune et abondante dans une zone, peut être rare ou peu abondante quelque 50 km plus loin seulement. Une différence d'altitude de 500 à 1000 pieds (160 à 330 mètres), en plus ou en moins, a le même effet. Cette variation des populations de plantes constitue un défi pour les aménagistes forestiers qui ont besoin de directives spéciales pour les gérer et les récolter, tout en évitant de les surexploiter. Environ 80% des terres de la Biorégion de Trinity appartiennent au gouvernement fédéral et sont gérées par le Service des Forêts de l'USDA et le Bureau américain de l'Aménagement du Territoire. Parmi les principaux domaines à gérer, on retiendra la Forêt nationale de Trinity (426 316 ha) et la Forêt nationale de Six Rivers (388 044 ha).

---

# **Développer les institutions en faveur de la foresterie communautaire en Californie du Nord**

*Cecilia Danks*

---

## **Introduction**

‘Communautés saines, forêts saines’ est le thème qui fait pratiquement l’unanimité à Hayfork en Californie: bûcherons, environnementalistes, commerçants et enseignants. Mais il semble que cet objectif soit hors de portée des résidents d’un comté où près de 80% des terres appartiennent au gouvernement des Etats-Unis. C’est pourquoi les habitants expérimentent plusieurs approches afin de jouer un plus grand rôle dans les prises de décision et de tirer un meilleur parti des avantages associés à la gestion des forêts nationales – les deux principaux éléments de la foresterie communautaire.

Avec ce qu’elles appellent ‘intendance communautaire’, un certain nombre de communautés ouest-américaines, préalablement dépendantes de l’industrie du bois, cherchent à définir de nouveaux rôles sociaux et économiques qui leur permettraient d’être les gardiennes d’écosystèmes forestiers durables. Malheureusement, la législation fédérale interdit à des groupes de gens vivant sur place de participer avec les fonctionnaires aux prises de décision concernant la gestion des forêts locales. D’autres lois interdisent la participation locale quand il s’agit de décerner des contrats pour les travaux ou les produits liés aux forêts nationales. Par conséquent, les efforts en direction de la foresterie communautaire aux Etats-Unis sont axés sur l’ouverture du processus de prise de décision et de l’accès aux travaux et aux produits des gens qui vivent dans ou à proximité des forêts. Cela ne vous rappelle rien? Hayfork est en train de s’apercevoir que ce sont aussi les objectifs de nombreuses communautés forestières dans le monde, et les habitants de Hayfork ont évidemment hâte de découvrir des modèles qu’ils pourraient copier.

Hayfork se trouve au centre du Comté de Trinity et de la Forêt nationale de Trinity

au nord de la Californie. C'est une région montagneuse couverte de forêts denses associant conifères et feuillus (chênes), et de prairies. Les produits forestiers et les activités de loisirs associés aux forêts nationales constituent l'essentiel de l'économie du comté. Les récoltes de bois ont diminué de façon spectaculaire au cours des cinq dernières années pour plusieurs raisons dont la raréfaction des peuplements d'arbres arrivés à maturité et la montée des préoccupations d'ordre environnemental. Les habitants se sont employés à diversifier leur économie, en exploitant notamment les opportunités économiques provenant des ressources forestières. Le Centre de formation et de recherche du bassin hydrographique, une ONG basée à Hayfork, a joué un rôle de pionnier dans le développement du concept de foresterie communautaire en milieu rural aux Etats-Unis et dans le rassemblement de tous les éléments nécessaires à sa mise en oeuvre sur le terrain.

## **La venue de forestiers communautaires asiatiques à Hayfork**

Des partisans de la foresterie communautaire venus de l'étranger ont joué un grand rôle dans le développement de cette idée à Hayfork. En avril 1995, un groupe de résidents d'Hayfork activement engagés dans les activités de foresterie, écoutaient attentivement le Conservateur en chef chargé de la surveillance et de l'évaluation des forêts du Bengale-Occidental (Prabir Das), décrire la gestion forestière associative en Inde. Il était venu, accompagné d'un Directeur de recherche (Jeff Fox) du Centre Est-Ouest d'Hawaï, pour étudier le programme SIG (Système d'information géographique) basé à Hayfork. Or, ce sont les habitants de Hayfork qui en ont appris le plus. Ils posèrent des questions au Conservateur en chef sur les types de forêt et de produit qu'il y avait en Inde et ils comparèrent ses réponses avec leur propre situation. Ce fut un moment exceptionnel. Pouvait-on instituer la même chose dans le Comté de Trinity? Le Service américain des Forêts accepterait-il jamais ces réformes?

Les habitants de Hayfork envisageaient encore la création de Comités de protection des forêts lorsque, en juin, un organisateur communautaire (Neera Singh) originaire d'Orissa en Inde, arriva à Hayfork. Elle parla de gestion forestière associative du point de vue d'une organisation à but non lucratif (*Vasundhara*) au service de la communauté locale. Elle démontra clairement qu'en matière de foresterie



communautaire, les initiatives provenant de la base ont en général plus de chances de réussir que celles prises par les agences gouvernementales. Elle encouragea les résidents de Hayfork en expliquant que, dans ce domaine, les communautés précèdent souvent les agences gouvernementales et que celles-ci se mettent alors à soutenir les modèles de foresterie communautaire qui ont réussi.

D'autres visiteurs suivirent, y compris une représentante de la Fondation Ford ayant contribué à développer des programmes de foresterie communautaire en Indonésie et aux Philippines (Fran Korten); le Président du Forum pour un développement centré sur les gens (David Korten) dont les activités professionnelles l'ont mené en Asie, en Afrique et en Amérique latine; un spécialiste indien de l'économie forestière (Kailash Govil), et un professeur de politique forestière de l'Université de Berkeley en Californie (Jeff Romm) qui a travaillé dans le domaine de la foresterie au Népal, en Thaïlande, en Inde et aux Etats-Unis. A chaque fois, une réunion était organisée avec les dirigeants de la communauté qui avaient beaucoup à demander et à partager. On emmenait ensuite les visiteurs faire rapidement le tour des forêts nationales environnantes. Les visiteurs indiens s'étonnèrent de la richesse des ressources forestières de la région, alors que, selon les normes américaines, on considérait que de grandes zones étaient brûlées et exploitées (coupées). Ces rencontres étaient organisées par le Centre de formation et de recherche du bassin hydrographique, en collaboration avec l'Université de Berkeley en Californie, la Fondation Ford et le Centre Est-Ouest d'Hawaï.

## **Quel est le rapport entre ces modèles et les conditions américaines?**

Qu'est-ce que les questions de foresterie dans les communautés des pays tropicaux en développement ont en commun avec celles d'une grande puissance industrielle au climat tempéré? Il y a au moins cinq similitudes entre beaucoup (mais pas toutes) de communautés rurales tributaires des forêts aux Etats-Unis et de l'étranger:

- ! le contrôle exercé par le gouvernement sur le domaine forestier;
- ! une extraction des ressources essentiellement destinée à l'exportation vers les zones urbaines et l'étranger (quelques transformations primaires sont faites sur place mais seule une petite partie de la valeur finale du

- produit retourne à la communauté);
- ! les moyens de transformation et les terres privées appartiennent à des non-résidents;
- ! le manque de capitaux locaux;
- ! la pauvreté relativement élevée.

Les résidents de Hayfork sont confrontés à ces questions depuis des années et souvent parlent de ‘colonisation’ à propos d’eux-mêmes et de la région de Trinity. Ils soupçonnent que, dans des pays comme l’Inde, les gens rencontrent aussi ces problèmes. Pourtant, en discutant avec les forestiers indiens, ils ont été surpris de constater à quel point les problèmes de foresterie étaient semblables.

Les chercheurs et les défenseurs de la communauté voient aussi un lien entre les problèmes des communautés forestières rurales des pays en développement et des Etats-Unis. Beaucoup pensent que les institutions mises en place pour la foresterie communautaire dans les pays du Sud sont bien plus sophistiquées qu’en Amérique. En fait, l’approche du gouvernement américain vis-à-vis des communautés forestières a simplement consisté à permettre la vente d’une quantité constante de bois qui, pensait-il, devait promouvoir la stabilité de la communauté (voir par exemple la Loi de 1976 sur l’Aménagement des forêts nationales). Un certain nombre de chercheurs et de praticiens américains ont eu recours à leur expérience et leurs connaissances des programmes de foresterie communautaire étrangers pour contribuer à développer de tels modèles aux Etats-Unis. Ils sont plusieurs à travailler rien qu’à Hayfork, notamment les auteurs de ces articles (Yvonne Everett et Cecilia Danks). Un membre du Centre de recherche en néosynthèse du Sri Lanka (Jerry Moles) a aidé les résidents du Comté de Trinity à s’organiser efficacement pour traiter les questions de foresterie. De surcroît, une sociologue des ressources naturelles de l’Université de Berkeley en Californie (Louise Fortmann) qui avait travaillé essentiellement en Afrique, et un ex-volontaire des Peace Corps qui avait travaillé au Népal sur des projets de foresterie communautaire (Constance McDermott), ont participé à des recherches socioéconomiques menées par le Centre de formation et de recherche du bassin hydrographique. Hayfork n’est pas le seul endroit où des Américains apportent leur expérience acquise dans les pays du Sud. Parmi les autres organisations de la région Nord-Ouest Pacifique où cela se produit également, on retiendra Ecotrust et Sustainable Northwest, toutes deux établies en Oregon.

## **Informations générales: droits de propriété, dépendance à l'égard des forêts et le Service américain des Forêts**

Aux Etats-Unis, le gouvernement fédéral détient 34% du domaine forestier, soit quelque 101 173 600 hectares qui sont gérés par plusieurs agences fédérales. Le Service des Forêts de l'USDA (Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis) gère 56 657 200 hectares de forêts qualifiées de 'nationales' et les revenus provenant de leur administration et des activités de loisirs qui s'y déroulent sont reversés au trésor public fédéral. Le présent document se penche tout particulièrement sur la relation entre les communautés locales et les forêts nationales environnantes (plutôt que les terres boisées du secteur privé). Le Comté de Trinity en Californie constitue un cas extrême de dépendance à l'égard des forêts nationales puisque près de 80% de l'ensemble de sa superficie appartient au gouvernement fédéral. D'autres régions ont une plus grande proportion de forêts privées, mais les membres des communautés n'ont toujours que très peu de contrôle sur les forêts locales dans la mesure où elles appartiennent souvent à des non-résidents. Sur les quelque 101 170 hectares de terrains privés consacrés à la production de bois d'oeuvre industriel, 96% sont dans les mains de particuliers et d'entreprises extérieurs au comté (Kusel et Fortmann, 1991).

Trinity est un comté rural d'une superficie de 809 380 hectares environ pour une population de 14 000 personnes. Weaverville, le chef-lieu du comté a 3200 habitants et Hayfork, la deuxième ville, 2600 habitants. Le bois d'oeuvre et l'industrie de loisirs sont les principaux secteurs de l'économie, ce qui place le Comté de Trinity en troisième position quant à la dépendance vis-à-vis des forêts dans la région Nord-Ouest Pacifique. A la fin des années 1980, plus de 30% des salaires du Comté de Trinity avaient un lien avec l'industrie du bois (Greber, 1994). 70% des habitations du Comté de Trinity sont chauffées au bois (US Census, 1993). La dernière scierie du comté se trouve à Weaverville. Au printemps 1996, la scierie de Hayfork a fermé. C'était le premier employeur de la communauté et l'un des plus importants du comté.

Même avant la fermeture de la scierie, 30% des habitants et près de 50% des enfants de Hayfork vivaient en dessous du seuil de pauvreté (US Census, 1993). A l'échelle du comté, 19% des habitants et 27% des enfants vivent en dessous de ce seuil fatidique, alors que par comparaison les chiffres pour l'ensemble de la

Californie sont respectivement de 13% et 18% (US Census, 1993). Aux Etats-Unis, on considère que les gens vivent dans la pauvreté lorsque leurs revenus ne leur permettent pas d'avoir le régime alimentaire le moins cher mais adéquat au niveau nutritionnel, plus un minimum vital. Le seuil de pauvreté varie en fonction du nombre de personnes vivant dans la famille. Par exemple, pour une personne seule, il est de \$6310 et pour une famille de quatre personnes, \$12 674 (US Census, 1992). Le chômage dans le Comté de Trinity est fortement saisonnier et, au cours de la dernière décennie, il était en moyenne deux fois plus élevé que dans l'Etat de Californie (CA-EDD, 1996).

Ayant admis la dépendance historique de la région à l'égard de l'industrie du bois, le Service des Forêts a alloué 161 880 hectares de forêts nationales pour créer la Zone d'aménagement modulé de Hayfork dont l'objectif était d'expérimenter des activités forestières novatrices qui devaient bénéficier à Hayfork et à une quinzaine de communautés environnantes.

La mise en oeuvre d'un 'aménagement modulé' n'est toutefois pas facilitée par la structure hiérarchique du Service américain des Forêts. Le budget du Service des Forêts est voté par le Congrès tandis que le Président et son délégué, le Chef du Service des Forêts, sont responsables de la direction administrative. Le Service des Forêts lui-même est une bureaucratie quelque peu décentralisée qui doit concilier les tensions qui existent entre la nécessité de maintenir une flexibilité dans la prise locale de décisions appropriées et adaptées au site, et la nécessité de respecter les lois nationales et l'autorité de l'agence. Les forêts nationales sont divisées en un certain nombre de districts qui ont chacun à leur tête un chef de district – la personne la plus proche du terrain ayant l'autorité de décider. Les membres de la communauté ont affaire le plus souvent aux chefs de district, néanmoins, leur capacité à répondre aux attentes de la communauté est restreinte par les échelons supérieurs de la hiérarchie.

## **La foresterie communautaire dans le contexte américain**

La foresterie communautaire telle qu'elle est conçue et mise en oeuvre au niveau international cherche fréquemment à obtenir:

- 1) un droit de regard dans la gestion locale, et
- 2) un accès aux ressources forestières locales, généralement vis-à-vis des services gouvernementaux de gestion forestière.

De toute évidence, ces questions institutionnelles existent dans le contexte de la foresterie aux Etats-Unis. En outre, les questions probablement les plus importantes sont:

- 3) comment les profits tirés de la vente des ressources forestières nationales peuvent être réinvestis dans leur région d'origine, et
- 4) comment une plus grande partie de ces profits peut revenir à ceux qui, au niveau local, ont un rôle de régisseur de la terre.

En fait, il s'agit de créer une relation stable entre des communautés humaines locales et des écosystèmes forestiers sains. Les obstacles à la réalisation de ces objectifs sont en grande partie d'ordre institutionnel et se situent au niveau du gouvernement, des marchés et de la capacité des communautés locales.

Par endroit, la foresterie communautaire implique de distribuer les bénéfices de la vente des produits forestiers commercialisés à la communauté locale. Depuis longtemps, aux Etats-Unis, le Service des Forêts verse 25% des revenus du bois et d'autres produits forestiers aux comtés de la région pour l'entretien des routes et des écoles. Ces fonds ont une grande importance pour les petites localités rurales et peuvent causer un parti pris en faveur de la continuation des coupes de bois. En Californie du Nord, les partisans de la foresterie communautaire espèrent qu'elle permettra d'obtenir plus qu'une partie des revenus du bois. Les résidents locaux veulent avoir la possibilité de:

- 1) travailler dans le secteur du bois pour un salaire décent,
- 2) commercialiser des produits forestiers bruts, et/ou
- 3) effectuer des transformations à valeur ajoutée sur les produits forestiers locaux et commercialiser les produits finis avec un maximum de bénéfices pour la localité.

En l'occurrence, les questions de commercialisation, de transformation et de management doivent être posées pour atteindre les buts fixés par la foresterie communautaire dans le contexte américain.

Aux Etats-Unis, le terme de 'foresterie communautaire' apparaît couramment aussi dans le domaine de la foresterie urbaine, y compris au sujet des plantations d'arbres dans les rues et les aires boisées appartenant aux municipalités. Le présent document concerne principalement les petites agglomérations rurales qui sont économiquement et culturellement tributaires des domaines forestiers appartenant au gouvernement fédéral. La foresterie communautaire rurale et la foresterie communautaire urbaine ont en commun un certain nombre d'éléments tels que l'organisation de la communauté, les rapports de travail avec la bureaucratie et l'amélioration de la qualité de l'environnement et du bien-être social.

## **Les questions institutionnelles**

Le développement d'institutions et de relations institutionnelles adéquates se trouve au coeur des efforts en faveur de la foresterie communautaire. Dans son examen des efforts faits pour la foresterie communautaire dans plusieurs pays, Pardo (1995) identifie douze 'ingrédients pour une gestion réussie de la foresterie communautaire'. Tous sont des éléments liés aux institutions. Peut-être que les plus grandes similitudes entre les efforts faits par les promoteurs de la foresterie communautaire aux Etats-Unis et la plupart de ceux déployés à l'étranger portent sur la réforme des institutions qui les concerne tous. Partout, ils sont confrontés aux défis suivants:

- 1) travailler avec le gouvernement, c'est-à-dire les relations communauté-gouvernement,
- 2) les institutions communautaires de gestion, c'est-à-dire les relations communauté-communauté, et
- 3) les marchés régionaux et mondiaux, c'est-à-dire les relations communauté-marché.

Comme les structures institutionnelles varient d'un pays à l'autre, les solutions ne sont pas partout les mêmes.

Parmi les autres problèmes institutionnels spécifiques qui se posent dans la région de Trinity et ailleurs aux Etats-Unis ou dans d'autres pays, on citera les suivants:

- ! Définir la communauté, ses frontières et savoir qui elle englobe.
- ! Résoudre les conflits d'intérêt à propos des ressources dont le premier, aux Etats-Unis, oppose l'industrie du bois aux défenseurs de l'environnement, bien que les partisans de l'exploitation minière, de l'élevage et de la pratique des loisirs aient également des revendications opposées. Les doléances des autochtones ou des Indiens d'Amérique et leurs préoccupations culturelles doivent aussi être prises en compte dans toute réallocation des ressources forestières.
- ! Changer la manière dont les personnels des agences chargées de la gestion des ressources voient et assument leurs rôles (ce que Peluso et Poffenberger, 1989, appellent la 'réorientation bureaucratique').
- ! Reconnaître la présence et l'utilité des connaissances locales en matière de gestion professionnelle.
- ! Résoudre les conflits internes et assurer l'intégration des divers éléments de la communauté.
- ! Développer les institutions locales pour permettre la participation de la communauté à la gestion forestière.

Une 'dynamique communautaire' est indispensable à la réussite de la foresterie communautaire. Il s'agit de la capacité de la communauté à confronter ces questions institutionnelles et d'autres. Kusel (1996) définit ainsi la dynamique communautaire:

'l'aptitude des membres d'une communauté à répondre (la réponse communautaire) aux contraintes extérieures et intérieures; à se créer et saisir des occasions de s'exprimer; et à satisfaire les besoins des résidents, selon les diverses définitions.'

Dès lors que les efforts de foresterie communautaire aux Etats-Unis vont généralement du bas vers le haut, une dynamique communautaire adéquate est une condition indispensable à une gestion forestière centrée sur la communauté.

## **Le statu quo: comment les communautés américaines participent normalement à la gestion des forêts nationales**

Bien qu'il soit toujours risqué de généraliser pour tout un pays, les informations suivantes devraient fournir au lecteur des éléments de réflexion sur la gestion des

forêts fédérales aux Etats-Unis. Les données sont présentées dans une perspective communautaire et concernent la situation en Californie et dans la région Nord-Ouest Pacifique.

## **Les opinions locales**

Les membres de la communauté ont pu exprimer, officiellement ou non, leurs préoccupations vis-à-vis de la gestion des forêts nationales auprès du Service des Forêts. Leur influence sur les décisions de gestion dépend, toutefois, d'un certain nombre de facteurs allant des dispositions du chef de district, au financement voté par le Congrès. On ne peut en aucun cas comparer les possibilités – officielles ou pas – de s'exprimer sur les décisions du Service des Forêts, à des prises de décision communes ou à une gestion commune des ressources forestières telles que l'envisagent de nombreux programmes de foresterie communautaire dans les pays du Sud.

Les possibilités que le public a de s'exprimer officiellement sur les plans et projets d'aménagement forestier sont régies par la Législation de 1970 sur la protection de l'environnement national qui concerne toutes les interventions de l'Etat susceptibles de modifier l'environnement naturel. Il y a deux limites majeures à l'efficacité de la participation communautaire prévue par la Législation de 1970. Premièrement, la participation publique dans le cadre de cette législation est ouverte à toutes les parties intéressées, et non pas seulement à celles situées à proximité des forêts concernées. Celles-ci sont des forêts nationales et chaque citoyen américain a un droit de regard dans leur aménagement et peut exprimer son opinion à ce sujet. Les juristes et les lobbyistes au service de puissants groupes d'intérêt spécialisés dans les zones urbaines, parlent souvent d'une voix plus forte que les membres des communautés locales individuellement. Le Service des Forêts et les autres agences fédérales ne sont pas tenus de rechercher le consensus entre les diverses revendications qui s'opposent. Ils doivent simplement prendre en compte les opinions émises par le public lors de la prise de décision finale. Deuxièmement, les décisions fondamentales sur ce qu'il convient de faire et où le faire, sont presque arrêtées au moment de la consultation publique prévue par la Législation de 1970.

Les communautés ont de nombreuses façons non officielles d'exprimer leurs préoccupations et d'influencer les décisions au niveau local. Les chefs de district peuvent décider d'organiser des réunions et des visites sur le terrain pour les programmes qui risquent de susciter la controverse. Ils travaillent parfois en étroite



collaboration avec les environmentalistes et/ou les représentants de l'industrie du bois pour bien prendre en compte leurs préoccupations dans des cadres de travail spécifiques. A la différence des chefs de district qui sont mutés fréquemment d'un endroit à l'autre, les employés du Service des Forêts des échelons inférieurs sont souvent des résidents de longue date qui apportent une perspective communautaire à leur travail. Les influences non officielles ne se limitent pas au niveau local. Les groupes d'intérêt, les politiciens et d'autres intervenants peuvent exercer des pressions plus ou moins discrètes aux niveaux supérieurs du Service des Forêts, influencer les budgets du Service des Forêts votés par le Congrès et même les directives émises par la Maison Blanche. En dépit de sa proximité des forêts, la voix informelle de la communauté a donc souvent du mal à se faire entendre par rapport aux voix non locales.

## **L'accès local**

A l'image des zones forestières du monde entier, les forêts américaines assurent de nombreuses productions, notamment des produits de subsistance et commerciaux, des bois d'oeuvre et des produits non ligneux, des minéraux et un cadre aux activités de loisirs. Par ailleurs, elles contribuent à maintenir la propreté de l'air et de l'eau et à conserver la biodiversité. La composition de ces contributions varie d'une place à l'autre. L'une des différences entre la foresterie communautaire aux Etats-Unis et ailleurs, réside dans l'importance donnée par la communauté locale aux usages à des fins commerciales plutôt que de subsistance. En Californie du Nord et dans la région Nord-Ouest Pacifique, la production commerciale de grumes de bois d'oeuvre a été le principal élément des orientations institutionnelles et financières tant pour le Service des Forêts que pour l'industrie des produits forestiers. Pourtant, la valeur commerciale des produits forestiers non ligneux tels que les champignons, les substances médicinales et divers feuillages est non négligeable et en augmentation (voir Everett, document ci-joint). Certains membres de la communauté attachent beaucoup d'importance à l'utilisation des forêts nationales à des fins de subsistance, telles que la collecte de bois de chauffage et de produits forestiers non ligneux (par exemple, les substances médicinales, les produits comestibles et les matériaux de vannerie) à usage personnel. Cependant, vu l'intensité relativement faible de ces récoltes (là aussi cela dépend des endroits) il y a relativement peu de dégradations causées aux ressources par l'utilisation à des fins de subsistance et celle-ci ne constitue pas un objectif majeur de la gestion forestière. Les activités de loisirs (chasse, pêche, randonnée, canoë, camping) ont

également leur importance mais le présent document traite essentiellement de l'accès aux ressources forestières et aux travaux d'aménagement de l'écosystème.

Dans certains pays en développement, la question de l'accès aux ressources forestières porte surtout sur l'accès aux produits de subsistance (bois de feu, fourrage, fruits, etc) et peut-être une partie de la valeur des produits commercialisables lors de la récolte. En Californie du Nord, lorsque les communautés forestières demandent l'accès aux ressources, elles veulent généralement avoir le droit de participer à l'exploitation commerciale et à l'entretien des ressources forestières. Actuellement, cette participation revêt de nombreuses formes: abattage, travaux de scierie, reboisement, entretien des routes forestières, inventaires, coupe de bois de feu, récolte de produits forestiers non ligneux, restauration de ruisseaux, etc. La capacité des membres de la communauté à participer dépend de deux choses. Premièrement, du Service des Forêts qui met en vente des ressources et propose des travaux rémunérés et, deuxièmement, de la compétitivité des acheteurs et des entrepreneurs locaux.

### ***Les travaux proposés par le Service des Forêts***

Tout le monde, y compris les membres de la communauté, peut exploiter commercialement les ressources des forêts nationales en achetant le bois mis en vente ou en acquérant des droits spéciaux pour le pâturage, la collecte de bois de chauffage ou de produits forestiers non ligneux, ou pour des usages spécifiques tels que la tenue occasionnelle ou régulière d'activités de loisirs (camps, ski) ou en déposant une demande d'exploitation minière. En outre, les gens peuvent travailler pour le Service des Forêts en signant des contrats de service, notamment pour des travaux d'entretien, d'inventaire et de restauration dont les revenus ne proviennent pas de l'extraction de produits forestiers. Ces prestations de service consistent à planter des arbres, éclaircir certaines zones, restaurer les bassins-versants, entretenir les pistes, réparer les routes, etc. Vu l'historique de l'extraction des ressources et de la lutte anti-incendie dans une grande partie de l'Ouest américain, la réalisation de l'aménagement de l'écosystème nécessite beaucoup de ces travaux de service. Cependant, avant de proposer presque tous ces travaux sur le terrain, le Service des Forêts doit préparer un plan de projet avec une évaluation environnementale et les travaux ou l'extraction des ressources doivent respecter un plan d'aménagement à long terme des forêts. En ces temps de rigueur budgétaire et de compression de personnel que subit le Service des Forêts actuellement, il ne peut pas prévoir et

proposer des ventes de bois ou des contrats de service assez rapidement ou régulièrement pour occuper à temps plein une main-d'œuvre locale. Cette situation est encore aggravée par les changements de mandats et d'orientations.

### ***La compétitivité des entrepreneurs et des acheteurs locaux***

Les bois sont vendus au plus offrant et les contrats de services sont attribués aux plus concurrentiels, sans préférence accordée aux travailleurs locaux. Le Service des Forêts peut vendre directement, et il le fait un peu, aux petites entreprises, c'est-à-dire ayant moins de 500 employés. Les lois fédérales interdisent au Service des Forêts de favoriser les offres des entreprises locales même lorsque leurs employés ont des connaissances ou des compétences spécifiques à la région qui leur permettraient de faire un travail de meilleure qualité. Vu la façon sporadique et fragmentée dont les contrats de service sont alloués, les grandes équipes mobiles à faibles salaires sont souvent plus compétitives que les petites communautés vivant dans les forêts ou à proximité. En 1995, les entrepreneurs du Comté de Trinity n'ont obtenu que 5% du chiffre d'affaires des contrats de service liés à la régénération de la Forêt nationale de Trinity. La plupart des contrats ont été obtenus par des entreprises non californiennes et d'autres à des sociétés installées dans des zones plus urbanisées. Ainsi, les grandes scieries des opérateurs extérieurs peuvent casser les prix des entreprises de bois locales. En 1995, les entrepreneurs du Comté de Trinity n'ont obtenu que 19% des ventes de bois dans les deux districts où les données sont disponibles. Les scieries ont acheté 85% de ce bois, ne laissant que les plus petites ventes aux bûcherons (Danks et Smith, 1996). Beaucoup d'entrepreneurs locaux sont concurrentiels mais il y en a beaucoup aussi qui manquent de capitaux et de l'équipement nécessaires pour postuler tous les types de contrat à saisir, à mesure qu'ils sont offerts localement par le Service des Forêts. Ils pourraient mieux faire en se spécialisant et en participant à des enchères plus distantes mais leur éloignement et leur taille modeste les empêchent d'être concurrentiels face aux grandes équipes mobiles organisées centralement.

## **L'émergence des institutions de foresterie communautaire en Californie du Nord**

Alors quels mécanismes, politiques et dispositions institutionnelles en faveur de la foresterie communautaire expérimente-t-on actuellement?

## **Le gouvernement écoute – ou essaie d’écouter**

Les récentes dispositions gouvernementales visant à faire participer davantage les communautés à la gestion forestière ont contribué à dynamiser la foresterie communautaire en Californie. En 1992, l’Agence des Ressources de Californie a créé un Conseil exécutif de la Biodiversité qui regroupe des hauts fonctionnaires de toutes les agences fédérales et nationales concernées par les ressources naturelles, ainsi que des représentants de certains comtés. Ce Conseil a pour mission de préserver la biodiversité et d’éviter les crises provoquées par la classification des espèces en danger. L’objectif est double: stimuler la coopération entre les agences et promouvoir la participation locale aux prises de décision en matière de gestion des ressources. Le Conseil non seulement constitue un forum où les membres des communautés peuvent rencontrer les hauts fonctionnaires, mais aussi encourage la formation de groupes ‘biorégionaux’ à l’échelle locale dans toute la Californie.

Le gouvernement fédéral s’est également mis à l’écoute des communautés forestières. En l’occurrence, on a inclus plusieurs dispositions en faveur de la foresterie communautaire dans le Plan forestier du Nord-Ouest pour les terres fédérales situées sur le territoire du hibou tacheté en danger de disparition. Dans le but de promouvoir la participation des collectivités, le Président des Etats-Unis, M. Clinton, a donné le ton en invitant des employés de l’industrie forestière, des militants locaux ainsi que des représentants des grandes entreprises, des associations de défense de l’environnement et du corps académique, au "Sommet de la Forêt" qui s’est tenu en avril 1992. A la demande de l’industrie forestière qui plaidait pour le compte des communautés forestières, le Président Clinton a compensé la réduction des abattages de bois d’oeuvre avec des fonds de revitalisation économique versés aux communautés locales et non pas aux grandes sociétés de la filière bois. En préparant les plans requis pour obtenir ces fonds de revitalisation économique, certaines communautés ont travaillé ensemble pour analyser l’exploitation des ressources dans le passé et les perspectives d’un développement basé sur ces ressources, jetant ainsi les bases sociales et intellectuelles de la foresterie communautaire de demain.

Le Plan forestier du Nord-Ouest préconise lui-même davantage de participation communautaire, notamment dans les ‘zones d’aménagement modulé’ conçues en partie pour soutenir économiquement les régions tributaires de l’industrie du bois

qui sont en difficulté. Aussi bien le personnel des agences que les membres des communautés voient dans les zones d'aménagement modulé, l'occasion pour les communautés locales de contribuer plus pleinement et de mener des activités qui leur sont plus bénéfiques que dans les autres régions forestières de la nation. Les zones d'aménagement modulé sont donc importantes car elles fournissent un terrain d'essai pour la gestion forestière communautaire. Néanmoins, même dans les zones d'aménagement modulé, il n'y a pas de dispositions institutionnelles précises concernant la participation communautaire.

### **Se faire entendre**

La formation de 'partenariats', de 'groupes biorégionaux' ou de 'groupements de bassin hydrographique' permet aux collectivités de parler d'une voix plus forte. Ces initiatives permettent aux résidents locaux, qu'ils soient environnementalistes, représentants de l'industrie, enseignants, commerçants, fonctionnaires ou retraités, de se réunir pour discuter et découvrir leurs préoccupations communes concernant la gestion forestière locale. Lorsque ces groupes parlent des questions de foresterie, le Service des Forêts et les autres agences écoutent parce que les opinions exprimées représentent un consensus entre divers intérêts locaux. C'est la 'voix de la communauté', qui est différente des voix des groupes d'intérêt concurrents. Maintenant que les agences sont tenues de répondre aux préoccupations des communautés, ces groupes voient leur influence grandir et contribuent à porter les questions communautaires à l'attention du pays.

Bien que les agences aient la volonté de collaborer avec les groupes d'obédience communautaire, il n'y a pas encore de mécanismes institutionnels leur permettant de le faire. En fait, la Loi du Comité consultatif fédéral interdit aux agents fédéraux de consulter les groupes communautaires lors des décisions de gestion. Cela afin d'empêcher les groupes d'intérêt d'influencer les décisions de toute agence fédérale. Le Congrès peut constituer un comité consultatif officiel en nommant certaines personnes chargées de représenter les différents intérêts en cause: bois, environnement, pêche, élevage, collectivité locale, etc. Les Comités consultatifs provinciaux, créés pour intégrer diverses participations locales au plan forestier de la région Nord-Ouest Pacifique, constituent des exemples de comités approuvés par cette loi. Pourtant, la voix des communautés se perd dans ces forums officiels. Certes, les participants viennent de communautés forestières, mais chacun d'entre eux est choisi pour représenter un groupe d'intérêt spécifique identifié au niveau

national, et non pas pour représenter le consensus auquel les différentes parties sont parvenues au niveau local. C'est pourquoi les membres pensent devoir parler pour leur groupe d'intérêt, pas pour la communauté. De surcroît, ces comités couvrent plusieurs comtés et, donc, de nombreuses communautés. Ils peuvent apparaître 'locaux' vus de la capitale Washington, mais ils n'ont pas cette interdépendance sociale et cette compréhension développées dans les groupes communautaires.

Le Groupe de la Biorégion de Trinity est un bon exemple des espoirs et des problèmes soulevés par ces groupes de partenariat. Il a été constitué en 1993 avec le concours d'un sociologue engagé par l'Agence des Ressources de l'Etat de Californie, qui avait une expérience internationale de l'organisation et du développement des communautés (Jerry Moles). Le Groupe a commencé avec quelques résidents du Comté de Trinity qui représentaient soit les intérêts de l'industrie du bois, soit ceux de l'environnement, c'est-à-dire des adversaires qui ne s'étaient jamais réunis auparavant. Devenu une grande tribune communautaire, il chercha à obtenir un consensus entre les participants et à améliorer les relations avec le Service des Forêts et les autres agences s'occupant des ressources naturelles. Le Groupe tenta d'instruire le Service des Forêts sur la manière de réaliser l'aménagement de l'écosystème tout en respectant les objectifs communautaires. Après des concertations lentes et difficiles, il formula des propositions pour différents projets et esquissa une politique de gestion forestière acceptable par tous.

Alors que le personnel local du Service des Forêts appuyait le Groupe de la Biorégion de Trinity et que le siège à Washington exprimait son accord à l'idée de partenariats communautaires, la communauté n'avait toujours pas de rôle défini dans les prises de décision du Service des Forêts. Par conséquent, le groupe voyait peu de ses demandes spécifiques satisfaites, même si ses idées et celles d'autres partenariats étaient de plus en plus acceptées. Progressivement, le nombre de ses membres diminua pour plusieurs raisons: la frustration engendrée par l'impossibilité d'avoir une influence réelle, le succès relatif du retour à la politique des groupes d'intérêt et la difficulté de résoudre les conflits internes. Toutefois, les compétences acquises par le Groupe s'accumulent et les efforts déployés commencent à porter leurs fruits. En outre, ses représentants collaborent désormais avec d'autres groupes de partenariat de la région pour faire entendre la voix de la communauté, au niveau national, auprès de puissants groupes d'intérêt et de personnalités.

## **Un meilleur accès**

Le nouvel engagement du gouvernement vis-à-vis de l'Aménagement de l'écosystème est en train de changer le type de travail effectué en forêt, mais les communautés voudraient aussi voir changer la manière de travailler. Plus précisément, elles voudraient que les gens de la région aient plus l'occasion de travailler en tant que régisseurs de la terre plutôt que d'extraire les ressources au bénéfice des grandes compagnies. L'idée d'une certaine forme d'intendance locale est populaire, non seulement parce que cela apporterait plus d'avantages aux communautés locales, mais aussi parce que cela permettrait d'avoir une meilleure gestion et des forêts en meilleur état. Le but, en fait est d'avoir un 'meilleur' accès et pas simplement 'plus' d'accès.

Afin de surmonter les obstacles juridiques et bureaucratiques qui entravent l'accès local, certaines communautés essaient de changer les lois qui régissent les contrats gouvernementaux et les ventes de bois. Des groupes californiens (Hayfork, Flathead, Montana et Quincy) ont chacun rédigé des propositions de lois fédérales qui permettraient à des programmes pilotes d'intendance centrée sur les communautés de passer des contrats de travail dans les forêts fédérales. Ces propositions ont été élaborées en concertation avec les résidents pro-industrie du bois et pro-environnement. En général, elles prévoient de laisser les entreprises locales faire l'essentiel du traitement intégré prescrit par l'aménagement de l'écosystème (tant l'entretien que l'extraction) dans une zone forestière donnée et de veiller à ce que ce soit fait dans de bonnes conditions. Bien que le concept d'intendance communautaire ait fait l'objet de discussions dans certains milieux depuis des années, l'idée de mettre en oeuvre réellement un tel programme apparaît encore révolutionnaire aux yeux du Service des Forêts. Bien que ces propositions de loi n'aient que peu de chance d'être acceptées par le Congrès, elles ont amené certains fonctionnaires progressistes du Service des Forêts à envisager sérieusement comment certaines propositions d'intendance pourraient être mises en oeuvre dans le cadre législatif actuel.

Une intendance locale pourrait très bien améliorer l'état de l'écosystème en s'appuyant sur les connaissances locales de certains sites, en accroissant la rentabilité des investissements forcément limités et en associant plus étroitement les employés aux objectifs retenus. Les travaux effectués sous contrat pour restaurer des forêts incendiées ou coupées, illustrent bien l'inefficacité du système actuel.

Les contrats de service sont attribués par petite tranche et à court terme, généralement de quelques semaines. Il y a un contrat distinct pour chaque tâche à faire sur le même site, voire la même année. Par endroit, une équipe empilera des fagots après des opérations d'abattage et une autre équipe les brûlera, par exemple. L'année suivante un autre entrepreneur plantera des arbres et un quatrième ajoutera des caches en plastique pour protéger les jeunes plants. Quelques années plus tard, une cinquième entreprise mesurera le taux de survie des plants, une sixième équipe en replantera et une septième entretiendra les caches en plastique. Chaque tranche des travaux doit être exécutée en un laps de temps réduit et inspectée par le Service des Forêts. Aucune des équipes employées n'est effectivement responsable de la réussite de la régénération du site. Un contrat d'intendance pourrait confier, à une entreprise locale, la responsabilité de l'ensemble des travaux y compris l'abattage des arbres et l'entretien des routes. Cela permettrait à l'entrepreneur de mieux répartir les travaux sur l'année et de les exécuter de manière cohérente du point de vue économique et écologique. Par ailleurs, le Service des Forêts en aurait plus pour son argent car il aurait moins de contrats à préparer, à mettre aux enchères et à administrer.

## **Au-delà de l'accès: formation, transformation et commercialisation**

Aux Etats-Unis, on travaille sur beaucoup d'autres éléments nécessaires pour réussir à centrer la foresterie sur la communauté. L'un de ces éléments consiste à préparer la main d'oeuvre locale à jouer un rôle de régisseur forestier dans l'aménagement de l'écosystème. Avec un accent délibérément mis sur l'éclaircie des bois risquant de brûler (prévention des incendies), la restauration forestière et les traitements phytosanitaires, l'aménagement de l'écosystème a besoin d'un ensemble de compétences et d'équipements différents de l'exploitation forestière du passé. L'un des moyens de rendre les communautés forestières compétitives dans les attributions aux enchères de contrats d'intendance, consiste à dispenser aux employés locaux une formation qui garantisse leur aptitude à exécuter ces travaux en étant conscients des fonctions de l'écosystème. Un programme de recyclage a été mis en place pour les anciens employés des sociétés d'abattage et les chômeurs de longue durée par Lynn Jungwirth et le personnel du Centre de formation et de



recherche du bassin hydrographique. Ce programme associe de réels travaux en forêt pour un salaire de chef de famille, à des cours sur le terrain reconnus par le corps académique, dans des domaines utiles tels que l'interprétation des photographies aériennes et les écosystèmes aquatiques. La plus grande difficulté aura été de convaincre les agences gouvernementales d'investir dans ce type de formation non conventionnelle. Maintenant, le modèle de Hayfork est copié, avec l'aide du gouvernement, dans toute la Californie du Nord et l'Oregon.

Il convient de développer la transformation locale d'une série de produits forestiers. Actuellement, la plupart des grumes quittent entières Hayfork et le Comté de Trinity, pour être débitées et usinées ailleurs. Une transformation locale permettrait d'accroître la plus-value revenant à la communauté et peut-être à la forêt, ne serait-ce qu'au niveau d'un entrepôt servant à trier les grumes selon leur valeur, avant qu'elles ne quittent le comté. Il est difficile de développer les activités à valeur ajoutée dans les petites agglomérations sans beaucoup de capitaux et éloignées des marchés urbains. Plusieurs organisations de Californie du Nord ont examiné les technologies à faible coût et les niches commerciales susceptibles de générer une plus-value pour les communautés rurales par la transformation locale de produits forestiers de toutes sortes. Certains groupes, tels que l'Institut Rogue pour l'Ecologie et l'Economie en Oregon et l'Institut pour la Foresterie Durable en Californie, travaillent sur des projets de certification (label vert) qui permettraient à ces produits de bénéficier d'un prix plus élevé sur les marchés et de promouvoir les pratiques de foresterie durable sur le terrain.

## **La foresterie communautaire en Californie: les pièces du puzzle commencent à se mettre en place**

Alors que beaucoup de processus sont engagés, la foresterie communautaire en Californie du Nord est toujours un concept plutôt qu'une pratique courante. Les obstacles à sa réalisation sont essentiellement institutionnels et les institutions souvent lentes à évoluer. De nombreux éléments, cependant, sont déjà en place. Comme on l'a vu, les agences gouvernementales cherchent à augmenter la participation des communautés, les zones d'aménagement modulé pourraient servir de terrains d'essais, des forums locaux permettent de discuter et d'atteindre des consensus sur les questions de foresterie, on explore de nouvelles façons de

favoriser la gérance locale, la main d'oeuvre bénéficiant d'une formation et les ONG locales s'efforcent d'éliminer les obstacles à l'engagement des agences et des communautés.

Les travaux du Comité des Communautés au cours du VII<sup>e</sup> Congrès sur les Forêts américaines montrent bien la portée des efforts faits par la base. Ce comité, constitué fin 1995, aura été le premier effort de cette envergure, au niveau national, en direction de la foresterie communautaire. Sa déclaration d'intention inclut les objectifs suivants:

‘...promouvoir...un rôle d'intendance accru pour les communautés locales dans l'entretien et la restauration de l'intégrité des écosystèmes et de la biodiversité’,

et, ‘la participation de membres ethniquement et socialement divers appartenant à des communautés urbaines et rurales aux prises de décision et au partage des bénéfices tirés des forêts’.

Plusieurs membres du comité ont une expérience considérable de la foresterie communautaire à l'étranger. Après le Congrès sur les Forêts, qui s'est achevé par une réunion de quatre jours regroupant près de 2000 participants à Washington DC, en février 1996, le Comité des Communautés a été le plus actif des comités du Congrès. Ses membres – plus d'une centaine maintenant – viennent des quatre coins du pays: communautés forestières, universités, groupes pour l'environnement, agences gouvernementales et industrie du bois.

Si le Comité des Communautés illustre bien les progrès réalisés par la foresterie communautaire aux Etats-Unis, la Conférence sur la Propriété en commun qui s'est tenue en juin 1996 montre le chemin qu'il reste à parcourir. Cette année, l'assemblée générale annuelle de l'Association internationale pour l'Etude de la propriété en commun s'est réunie à Berkeley en Californie, ce qui a permis à de nombreux partisans de la foresterie communautaire de Californie et d'Oregon d'y participer. Sur le thème ‘Les Voix des Communes’, la priorité était de rassembler les praticiens de la gestion de la propriété en commun du monde entier (grâce au financement et au personnel de la Fondation Ford). C'est ainsi que l'on a assisté à un rassemblement étonnant de gens, venus de 51 pays, qui avaient travaillé sur les questions de propriété en commun des ressources à des titres les plus divers: chercheurs, enseignants, responsables d'ONG, fonctionnaires, spécialistes du

développement économique, forestiers, employés de la pêche, organisateurs de communauté et exécutants sur le terrain. La plupart des personnes mentionnées dans le présent document et plusieurs membres du Comité des Communautés ont participé aux groupes d'experts et aux séances de discussion de la Conférence. Cette Conférence aura été un événement remarquable, pour avoir réuni non seulement des théoriciens et des praticiens autour d'un même thème, mais aussi des praticiens du Nord et du Sud. Les modèles de foresterie communautaire du Sud ont étonné les participants de la Californie du Nord. Un rapport sur la Conférence, publié dans un bulletin local d'information, indiquait:

'Il est intéressant de noter que les questions sur le devant de la scène en Europe et dans de nombreux pays en développement ressemblent beaucoup à celles que nous nous posons en Californie du Nord... Les travaux déjà réalisés au niveau international peuvent nous fournir de bons modèles maintenant que nous commençons à développer de nouvelles approches pour prendre soin des terres du domaine public. Au niveau international, la perspective générale est que les Etats-Unis et le Canada commencent tout juste à s'éloigner du modèle 'primitif' de foresterie industrielle pour s'acheminer vers une approche de l'écosystème plus sophistiquée, centrée sur la communauté.' (Jungwirth et Danks, 1996).

## **Remerciements**

Je tiens à remercier le Centre de formation et de recherche du bassin hydrographique de Hayfork, Californie et tout particulièrement Lynn Jungwirth qui m'a montré comment la foresterie communautaire pouvait être appliquée aux Etats-Unis et qui a travaillé sans relâche à sa mise en oeuvre.

## Références

- California Employment Development Division, informations sur le marché du travail (1996) 'Data on employment and unemployment for Trinity County and California', Sacramento, CA.
- Danks, C, et Smith, C, (1996) 'Socioeconomic assessment and monitoring of Trinity County'. Un rapport du Centre de formation et de recherche du bassin hydrographique de Hayfork, CA.
- Fortmann, L, et Kusel, J, (1991) 'Well-being in Forest Dependent Communities'. Un rapport préparé par le California Department of Forestry and Fire Protection, Sacramento, CA.
- Greber, B, (1994) 'Economic assessment of FEMAT Options', *Journal of Forestry* (92) 4, 36-40.
- Jungwirth, E L, et Danks, C, (1996) 'Problems of the commons', Shasta-Tehama Bioregional News, août 1996.
- Kusel, J, (1995) 'A New Approach to Well-being in Forest Dependent Communities', évaluation sociale (première partie) du Projet d'écosystème de la Sierra Nevada, Davis, CA.
- Pardo, R, (1995) 'Community forestry comes of age', *Journal of Forestry* (93) 11: 20-24.
- Peluso, N L, et Poffenberger, M, (1989) 'Social forestry on Java: reorienting management systems', *Human Organisation* (48) 4: 333-343.
- US Bureau of the Census, (1992) '1990 Census of Population and Housing, Summary Social, Economic and Housing Characteristics, Appendix B', Washington DC.
- US Bureau of the Census, (1993), '1990 Census of Population and Housing, Summary Tape File 3b', Washington DC.

---

**Rural Development Forestry Network**

**Overseas Development Institute**

**Portland House**

**Stag Place**

**Londres SW1E 5DP**

**Royaume-Uni**

**Téléphone: +44(0)171-393 1600**

**Télécopie: +44(0)171-393 1699**

**Courrier électronique: [forestry@odi.org.uk](mailto:forestry@odi.org.uk)**

---

**Le Réseau foresterie pour le développement rural est financé  
par la COMMISSION EUROPEENNE**